
Le « nouvel ordre » du programme de Bad Godesberg. Sociologie d'une construction sociale de l'économie

Karim Fertikh

Utopies économiques Numéro 72, Automne 2014

[📄 Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN 1204-3206 (imprimé)
1703-9665 (numérique)

[📄 Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Karim Fertikh "Le « nouvel ordre » du programme de Bad Godesberg. Sociologie d'une construction sociale de l'économie." *Lien social et Politiques* 72 (2014): 39–56.

Résumé de l'article

À partir d'une enquête sociohistorique sur le programme de Bad Godesberg du Parti social-démocrate allemand (1959), l'article met en évidence la manière dont se fabriquent des conceptions alternatives de l'ordre économique et social. Les représentations de la société et de l'économie contenues dans ce programme reprennent des savoirs institués propres aux milieux professionnels dans lesquels évoluent les économistes qui collaborent pour produire le programme. L'article insiste sur le lien de ces économistes sociaux-démocrates avec l'« économie collective » centrée sur les entreprises publiques et les coopératives. En analysant ce programme généralement considéré comme le signe de ralliement au capitalisme du SPD, l'article veut mettre en avant les apports d'une sociohistoire des idées politiques à la compréhension de la formation de l'offre politique.

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 2014

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

Le « nouvel ordre » du programme de Bad Godesberg. Sociologie d'une construction sociale de l'économie

KARIM FERTIKH

Centre Georg Simmel – Recherche
franco-allemande en sciences
sociales UMR 8131 CNRS/EHESS
Sociétés, Acteurs, Gouvernement en
Europe UMR 7363
CNRS/Université de Strasbourg

« Comme Karl Marx le formulait : « Ce n'est pas la conscience de l'homme qui définit son être, mais au contraire son être social qui définit sa conscience ». Cela me semble être un point important de la politique sociale-démocrate : les moyens de la libération de l'homme, en particulier les moyens de la libération des couches laborieuses, ne peuvent venir que dans la transformation de leur environnement, dans la transformation de la société et de l'économie. Cette transformation conduit au nouvel ordre économique : l'ordre économique socialiste de liberté » (Deist, 1958 : 7)

L'écart entre les significations initiales d'un objet culturel et les significations que cet objet acquiert au fil de ses usages peut être grand. Lorsqu'Andreas Tönnemann écrit l'histoire du *Monopoly* (Tönnemann, 2013), il rappelle ainsi son lien avec la réforme sociale et l'économie utopiste de Henry George (1839-1897). Désormais symbole du capitalisme, le *Monopoly* a pour ancêtre direct le *Landlord's game* (le « jeu du propriétaire »), jeu produit au sein de milieux réformateurs ouvriers par une sténographe, Elisabeth Magie Phillips (1866-1946). Le jeu est une dénonciation de la spéculation foncière : alors que chaque joueur touche un revenu identique en passant la case départ – le « travail sur Mère Nature produisant un salaire » de deux dollars –, la spéculation, résultant de l'existence d'une rente foncière, conduit à une inégalité radicale des patrimoines, à la misère des uns et à l'opulence d'un seul.

Le destin du programme de Bad Godesberg, voté en 1959 par les délégués du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), n'est pas sans lien avec celui du *Monopoly* : symbole de l'adhésion de la social-démocratie allemande au capitalisme, il n'acquiert ce sens qu'au fil de son histoire. « Faire son Bad Godesberg :

l'expression s'est imposée et désigne un travail de révision idéologique en profondeur» (Beaud et Prévost, 1995 : 1). Par son programme de 1959, le SPD rompt avec le marxisme qui l'a caractérisé depuis 1891 pour entrer dans l'ère du « compromis » avec le capitalisme (Bergounioux et Manin, 1979). Bad Godesberg succède en effet au programme en vigueur jusque-là, le programme d'Heidelberg, attribué à Karl Kautsky et adopté en 1925. Le programme de Bad Godesberg est considéré comme le manifeste de ralliement du SPD à l'« économie sociale de marché » de Ludwig Erhard (1897-1977), ministre (ordo)libéral de l'économie entre 1949 et 1963. En 1979, Michel Foucault consacre ses leçons au Collège de France à la gouvernementalité néolibérale. Il y prend position sur la signification de Bad Godesberg. Posant l'absence de spécificité de la rationalité économique socialiste par rapport aux principes de la gouvernementalité libérale, Foucault fait du programme de 1959 le symbole de la normalisation néolibérale de la pensée sociale-démocrate, de son « ralliement à un ensemble doctrinal et programmatique qui n'est pas simplement une théorie sur l'efficacité et l'utilité de l'économie de marché [mais aussi] un type de gouvernementalité » (Foucault, 2004 : 91).

Cette signification sociale du texte, consolidée dans les années 1970, repose sur une lecture épurée de références contextuelles initiales. L'exégèse est effectuée à la lumière de catégories et d'intérêts liés au positionnement des acteurs intéressés à l'usage de ce terme : avant de devenir le symbole d'un virage néolibéral de la social-démocratie allemande, le programme a été ainsi revendiqué par le mouvement étudiant pour exiger une politique anticapitaliste offensive (Fertikh 2012, 2015). Situer le texte dans son contexte initial de production ne revient pas à retrouver la « vraie » signification du programme, mais au contraire à en signaler la multiplicité et à souligner le caractère discontinu des réceptions du programme et le processus de « rectification » constant du programme découlant de ses contextes d'interprétation et donc de ses usagers (Pocock, 1989 : 45 et suiv., et Pocock, 2009 : 138). L'objectif d'une telle démarche est de mettre en évidence les enjeux et les intérêts des producteurs cardinaux (Becker, 2006) de ce texte et aussi, ce faisant, les dynamiques de production des conceptions sociales de l'économie.

Une telle démarche permet de ne pas prendre la signification dominante du programme pour la seule signification possible du texte. L'analyse de Michel Foucault est elle-même captive de cette lecture de l'histoire à partir de sa « fin ». Foucault s'appuie, en effet, sur les écrits et la politique de Karl Schiller (1911-1984), ministre de l'Économie social-démocrate de 1966 à 1972, pour étayer son analyse. Or, le programme est un produit collectif : une commission scientifique siégeant entre 1955 et 1958 en propose un projet pour le congrès de Stuttgart, qui est modifié par une seconde commission à partir de mai 1959. Karl Schiller ne participe d'ailleurs que peu aux réunions de la commission

scientifique. L'analyse peut donc gagner à intégrer le milieu social et professionnel des producteurs du programme, plutôt que de sélectionner un acteur et de le présupposer « auteur » du programme. En outre, Foucault étudie le programme en isolant ses points communs avec les principes néolibéraux de gouvernement. Or, isoler ces éléments peut apparaître réducteur : le texte consiste en une démonstration complexe, résultat de plusieurs années de travail, visant à écrire non un programme néolibéral, mais un programme qui se « démarque » comme social-démocrate (Gaxie et Lehingue, 1984 ; Offerlé, 2012). Le présent article propose donc de ne pas partir de l'hypothèse d'un ralliement social-démocrate au capitalisme, mais d'analyser l'ambition de transformation sociale contenue dans le programme de 1959.

Le programme de Bad Godesberg promet, en effet, un nouvel ordre (social-démocrate) de la société. Dès son préambule, le programme appelle à un « nouvel et meilleur ordre [*Ordnung*] social » : « Ce n'est que par une nouvelle et meilleure organisation [*Ordnung*] de la société que l'homme peut se frayer un chemin vers la liberté. Cette nouvelle et meilleure organisation [*Ordnung*] de la société constitue l'objectif du socialisme démocratique » (SPD, 1960 : 3). Cette conception d'un « ordre » social-démocrate est défendue en particulier en matière économique. Heinrich Deist (1902-1964), membre du comité directeur du parti et son économiste (c'est-à-dire le président du comité permanent conseillant le parti en matière de politique économique), le montre dans la discussion qu'il mène au congrès de Stuttgart (cf. exergue) où il fait de la transformation de l'ordre économique la condition de la libération de l'homme. Gerhard Weisser (1898-1989) est l'un des plus réguliers collaborateurs du comité économique de la commission installée en 1955 pour préparer le programme de Bad Godesberg. Le professeur d'économie et de politique sociale de l'Université de Cologne, par ailleurs président de la fondation du parti, rappelle, dans une réunion de la commission programmatique, que le SPD n'a aucun intérêt à « reconnaître l'économie de marché¹ » :

Reconnaître l'« économie de marché » en général ne fournirait aucune règle fondamentale utilisable pour l'organisation [*Ordnung*] de la vie économique. Il y a beaucoup de types d'économies de marché et ils entretiennent des rapports très différents aux décisions idéologiques fondamentales [...] (Bien évidemment, ajouter le mot « social » au terme économie de marché ne peut pas supprimer ce manque). En conséquence, il n'y a pas la moindre raison pour que nous décrivions comme reconnaissance de l'« économie de marché » les lignes directrices du parti, telles qu'elles sont dominantes depuis sa refondation, en matière de politique dans le domaine économique. [...] En outre, le

1. Bonn, Archiv der sozialen Demokratie (AdSD), Heinrich Deist, 44 : compte rendu du 10 mai 1957.

choix pour ou contre un certain type d'économie de marché ne touche pas à l'ensemble des tâches de *construction d'un ordre social* [*Ordnungsaufgabe*] que le spécialiste de politique économique ait à traiter².

Cette opinion est partagée par les autres économistes membres de la commission programmatique. Ainsi, Hermann Veit (1897-1973) prend position dans ses discours contre l'économie de marché «prétendue» sociale (Deist, 1958).

Pour restaurer la signification du programme pour ses producteurs cardinaux, nous proposons de comprendre dans quel espace de problématiques les économistes du parti se trouvent, et de quels instruments ils disposent pour penser le monde social et son articulation à l'économie. Il importe dès lors de revenir à leurs intentions pour replacer le texte dans son contexte social. L'objectif d'un tel retour sociohistorique est d'éclairer la signification accordée au texte par ses producteurs, et de dégager les dimensions économiques du «nouvel ordre de la société» promu par le texte.

Le présent article se divise en trois moments. D'abord, nous insistons sur la méthodologie d'une histoire sociale des idées qui explique les conceptions économiques par leurs déterminations sociales. Dans un second temps, nous éclairons les conceptions économiques des spécialistes en décrivant leur appartenance aux réseaux de l'économie sociale et coopérative. Enfin, nous présentons une analyse contextualisée du programme.

UNE ANALYSE ENRACINÉE DU PROGRAMME DE BAD GODESBERG

L'analyse enracinée du programme de 1959 que propose le présent article veut retrouver le modèle de représentation de la réalité économique et de ses transformations souhaitables – l'utopie économique – par le programme. Cette analyse n'est pas une «lecture» du programme supposant que le modèle qu'il contient est évident par lui-même.

Le terme d'*utopie* désigne les «idées susceptibles d'aider hommes et femmes à dépasser ou à déstabiliser les systèmes sociaux» (Riot-Sarcey, 2013 : 191). En ce sens, l'«ordre social-démocrate» promu par le programme serait bien une utopie, qui vise à transformer l'économie et (donc) la société ouest-allemandes. Traiter d'un programme social-démocrate comme d'une «utopie» revient, cependant, à lui imposer une catégorie que les théoriciens de la social-démocratie ont réprouvée : la littérature socialiste oppose le socialisme scientifique au socialisme utopique dans un système d'opposition forgé par Friedrich Engels dans l'*Anti-dühring*. Cette catégorie, tout comme celle d'idéologie, ont dans leurs usages au 19^e siècle un caractère polémique. Elle constitue bien plus un label imposé à des productions intellectuelles dénoncées qu'un label revendiqué (Mannheim, 2006). Les fouriéristes ont ainsi refusé de voir leur «science sociale» et les

2. Bonn, AdsD, Heinrich Deist, compte rendu du 10 mai 1957. C'est moi qui souligne.

expérimentations qui s'en réclament (comme le Familistère de Guise) qualifiées d'« utopies » (Lallement, 2009 : 375 ; Mercklé, 2006).

Cette catégorie peut être productive non pour qualifier un bien intellectuel ou un auteur afin de le classer à des fins politiques, mais pour expliquer un effort théorique et pratique instituant des formes sociales (organisations, pratiques, savoirs, catégories) en rupture avec les représentations et les pratiques dominantes. Les sociaux-démocrates partagent avec d'autres réformateurs socialistes un ensemble de points communs : la revendication d'une critique scientifique de la société, la réflexion sur une organisation alternative du monde économique et social, l'ajustement de ces théorisations à des pratiques et à des institutions existantes (Angenot, 1993 ; voir aussi Lallement, 2009 : 376).

La méthodologie mobilisée dans cet article veut retrouver les catégories de pensée ayant cours partisan dans les années 1950, et donc « apprendre à lire » en éclairant l'idiome particulier des économistes du parti et les « fondations épistémiques » (Pocock, 2009 : 77) de leur discours. À travers le langage, les agents « sélectionnent des informations, composent des faits, tirent les conséquences normatives que ces faits sont supposés amener et les imposent à leur interlocuteur » (Pocock, 2009 : 71). Cela conduit à rappeler l'importance illocutoire du discours (Skinner, 2003 ; Hauchecorne, 2007), et des efforts réalisés par les experts pour conserver leur autonomie au sein du parti afin de formuler un programme sur des bases scientifiques, comme nous l'avons montré par ailleurs (Fertikh, 2011). En consacrant un programme, le parti consacre également le monde social que ce programme décrit ou appelle et, par là, les institutions qui sont les productrices de l'outillage mental constitué de conventions de représentation qui est au principe des visions et des di-visions économiques du monde social (Salais, 1986 : 190 et suiv.). Il rappelle, au-delà, que l'objectif des producteurs n'est pas seulement d'écrire un texte, mais d'agir à travers lui : d'une part, d'agir pour maintenir le droit de parler des experts dans la production des programmes du parti, et, d'autre part, de consolider discursivement un réseau d'institutions et de positions, un « *frame of order* » (Pocock, 2009 : 75). Le langage a, en ce sens, une force perlocutoire (Pocock, 2009 : 68 ; Skinner, 2003 : 99). En ce sens, le détour par les producteurs et leurs conditions matérielles d'existence et d'exécution du travail de symbolisation programmatique revient à faire l'analyse des conditions de production des conceptions économiques alternatives (Kalinowski, 2003 : 42 et suiv.).

Cette méthodologie respecte les constructions lexicales contemporaines du programme, en évitant de les lire dans les catégories qui s'imposent ultérieurement (Hauchecorne, 2012 : 154 ; Pocock, 2009 : 188). Dans la plupart des lectures *a posteriori* du programme, les « trous » qui seraient laissés dans une « théorie sociale-démocrate déclassée du marxisme » seraient ainsi comblés par le libéralisme économique (Nonn, 2002 : 72). Pourtant, de telles assertions font figure de

prolepse, anticipant sur le sens que le programme acquiert au fur et à mesure de ses interprétations (Matonti, 2012 : 88).

L'HEURE DES ÉCONOMISTES DU PARTI

Après 1945, les économistes s'autonomisent de la *Staatswissenschaft* (science de l'État) et prennent un rôle déterminant dans les institutions de conseil au gouvernement (Nützenadel, 2005 : 125). Alexander Nützenadel travaille cependant essentiellement sur les courants économiques dominants, ceux du keynésianisme et du libéralisme. Si l'on se penche sur les économistes sociaux-démocrates, une autre histoire de l'économie apparaît. Liés aux syndicats et à leurs institutions, ces économistes promeuvent et institutionnalisent une « économie collective » [*Gemeinwirtschaft*], économie des formes coopératives et publiques d'entreprise qui ne sont pas orientées vers le profit, voire, dans un sens étendu, économie planifiée (Thiemeyer, 1972). Presque absente des travaux historiques, l'économie collective constitue un effort de rationalisation de pratiques économiques institutionnalisées (Weinert, 1994). Elle est, à l'instar du « bien commun » que les théoriciens dominicains opposent à l'égoïsme capitaliste comme fondement de l'ordre économique, un « contre-concept » opposé au profit capitaliste (Münkler, 2002 : 88 ; Uertz, 1981). Le SPD consacre, dans son programme, des manières de construire le monde économique propre au réseau d'économistes (administrateurs d'entreprises coopératives, formateurs dans les écoles syndicales, titulaires de chaires universitaires en économie publique ou en politique sociale) collaborant à la production du texte.

Il convient ici de signaler une limite du présent article : le contexte organisationnel, que nous avons traité par ailleurs (Fertikh, 2011, 2012), sera peu exploré. Si les interactions entre le comité directeur du parti, les experts de la commission programmatique et le service de propagande sont importantes pour comprendre la forme finale du texte, la concentration du capital scientifique entre les mains des experts conduit le comité directeur à avaliser, en la simplifiant, la vision du monde économique et social promue par ces experts et à revendiquer une intervention limitée. Les « réformateurs » au sein du parti sont hostiles à la rédaction d'un programme³, et la direction « traditionnelle » du parti, autour d'Erich Ollenhauer, prend une large part dans le pilotage de la production du programme. Des conflits rappellent que l'histoire du programme est aussi celle de la lutte de groupes sociaux (Pocock, 2009 : 69-70). Cependant, la légitimation scientifique des propositions politiques a garanti l'autonomie des

3. Comme le rappelle Franz Walter (2002 : 154) : « Ollenhauer a sans doute plus contribué au vote du programme que les réformateurs patentés comme Brandt, Erlen, Wehner ou Helmut Schmidt qui auraient préféré qu'on reporte ou qu'on évite un débat très incertain sur le programme ». Voir pour Brandt et Schmidt : Bonn, AdsD, comité directeur, 26-27 mai 1959 et 5-6 juillet 1959.

experts jusque tard dans le processus de production et a, partiellement, préservé leurs constructions intellectuelles lors de la reprise en main politique du texte en 1959.

C'est d'abord la volonté de doter le parti d'un programme scientifiquement légitime, rappelant les ambitions scientifiques du marxisme du SPD depuis le 19^e siècle, qui explique l'implication d'universitaires dans la fabrication du programme. Ceux-ci travaillent au sein d'une commission nommée en 1955 qui fournit une préversion du programme en 1958 (le projet de Stuttgart) : 65% de ses membres ont fait des études universitaires et 54% détiennent un doctorat. Sur 61 membres recensés, 21, soit plus du quart, exercent à titre principal une profession scientifique ; 18 sont salariés d'universités (15 professeurs) et 3, chercheurs dans un centre de recherche syndical.

La commission nommée en 1955 se répartit les matières du programme, et un comité est chargé des questions économiques et sociales. Le comité de politique économique et sociale se réunit entre mai 1957 et février 1958 pour les dates de réunion que nous avons pu recenser. Il regroupe à chaque fois moins d'une dizaine de personnes, qui participent aussi aux réunions plénières de la commission et à celles d'autres comités spécialisés (culture, constitution, valeurs fondamentales, nouvelles dépendances).

Les économistes et spécialistes de politique sociale du parti émargent souvent à des institutions d'enseignement et de recherche proches des syndicats. C'est d'abord le cas de l'Institut de science économique et sociale (WWI). L'économiste Viktor Agartz (1897-1964) est l'un des membres fondateurs de cet institut de recherche, notamment avec le président du DGB Hans Böckler. Tout comme lui membre de la commission programmatique, Bruno Gleitze (1903-1980), économiste spécialisé dans les études de conjoncture et la planification économiques, lui succède à la direction en 1954. Ces institutions proches des syndicats sont aussi les « académies » syndicales, destinées à la formation continue. Karl Schiller ou Ludwig Preller (1897-1974) y sont ainsi enseignants. Karl Schiller est l'un des fondateurs de l'Académie pour l'économie collective (*Akademie für Gemeinwirtschaft*) en 1948, mise en place autour de sociaux-démocrates et de syndicalistes, et dont il développe la maquette pédagogique (Borries-Pusback, 2002). L'institution entend former la relève des dirigeants syndicaux et promouvoir l'économie collective. L'*Akademie für Gemeinwirtschaft* de Hambourg est construite sur le modèle de l'*Akademie der Arbeit* de Francfort weimarienne. C'est au sein de cette seconde institution, fondation financée par la Hesse et la Fédération allemande des syndicats (DGB), que Ludwig Preller occupe une chaire de politique sociale.

La moitié des économistes de la commission appartiennent encore à la Société pour la promotion de l'économie publique (*Gesellschaft zur Förderung der öffentlichen Wirtschaft*). Créée en 1951, cette société savante est dédiée

à l'étude des entreprises publiques et coopératives. Professeurs d'économie, Gisbert Rittig (1904-1984) et Gert von Eynern (1902-1987) en sont membres. Ludwig Preller, Bruno Gleitze ou Gerhard Weisser appartiennent à son conseil scientifique et, pour les deux derniers nommés, à son conseil d'administration. Sur les quatre axes de recherche de cette société, deux sont présidés par des rédacteurs du programme : Weisser dirige le cercle de travail sur la terminologie (c'est-à-dire la définition de ce qui appartient à l'économie publique), Gleitze sur la recherche quantitative. Weisser organise dans le cadre du groupe de travail sur la terminologie plusieurs colloques entre 1953 et 1957, qui donnent lieu à la publication d'un annuaire de toutes les entreprises publiques et coopératives dans plusieurs pays. Au niveau international, Weisser est membre du directoire du Centre international de recherche et d'information sur l'économie collective (CIRIEC)⁴ et publie dans sa revue (Weisser, 1963).

Certains acteurs tirent de ces institutions de l'économie collective une partie de leurs revenus. Dans le discours qu'il prononce pour le soixante-quinzième anniversaire de Weisser, Alfred Nau (membre du présidium du SPD) utilise l'expérience de l'économie collective comme fil d'Ariane de son récit : il rappelle que Weisser la rencontre d'abord en pratique au début de sa carrière professionnelle comme dirigeant de l'office de logement de Magdebourg. Il s'y confronte pour la première fois à l'économie du logement collectif et, par là, dit Nau, à l'économie collective (Nau, 1973). Dans les archives, nous avons aussi pu retrouver le rattachement de Viktor Agartz à diverses entreprises coopératives. En 1956, après son éviction du WWI, une lettre lui demande encore d'abandonner ses mandats (il en aurait détenu jusqu'à dix) dans deux entreprises coopératives, la Banque pour la reconstruction de Francfort et la Banque d'économie collective de Düsseldorf⁵.

Dans leurs milieux universitaires, ces membres de la commission peuvent occuper des positions reconnues. Ils occupent des chaires universitaires, dirigent des instituts. Viktor Agartz (du WWI) ou Gerhard Weisser appartiennent ainsi à la *Royal Economic Society* (Agartz, 1983 : 73). Cependant, leur ancrage dans des milieux de gauche peut les éloigner des courants centraux de la *Nationalökonomie*. Ainsi, lorsque Weisser tente d'organiser une commémoration au sein de son université, il montre une méconnaissance du monde des économistes les plus anciennement établis dans le champ. Il s'attire une réponse sarcastique de Gerhard Albrecht (1889-1971), ancien recteur de l'Université de Marbourg et professeur à Munich :

4. Désormais : Centre international de recherches et d'informations sur l'économie publique, sociale et coopérative.

5. Berlin, *Bundesarchiv*, Viktor Agartz, NY 4104/4.

Il est dommage qu'un certain nombre de ceux que vous avez nommés dans votre liste ne puissent se joindre à ces vœux collectifs car ils ne sont plus, depuis longtemps, en vie ! En recevant votre lettre, je venais de terminer un article d'hommage pour mon vieil ami von Zwiedineck-Südenhorst⁶ dont vous apprendrez la mort, au plus tard, par les premiers cahiers du *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik* de 1958⁷.

Ces économistes sont donc partie prenante de l'institutionnalisation d'un point de vue sur le monde économique, et de ses principes de vision et de di-vision. Comprendre le programme de Bad Godesberg suppose dès lors de l'encadrer dans les catégories construites dans ce milieu intellectuel particulier.

L'ÉCONOMIE TRÈS POLITIQUE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE

Les économistes et les spécialistes de politique sociale du parti construisent la réalité en objectivant leurs activités de connaissance, que nous avons regroupées autour du label de l'« économie collective », dans le programme. En ce sens et à l'instar d'autres instruments cognitifs comme les manuels (Eichler, 1953), il objective une conception alternative du système économique répondant aux problèmes et aux intérêts situés (et institués) de ces acteurs : occupant des positions particulières dans l'espace universitaire, leur conception ne saurait recouvrir les manières ordolibérales de concevoir (au double sens : penser et fabriquer) le monde économique.

Un « nouvel ordre économique et social »

Avant d'en venir à une discussion sur la nature contextuelle des propositions contenues dans le programme, nous voudrions rappeler (parce qu'elle ne va pas de soi) l'importance dans le texte de l'affirmation de la nécessité de démocratiser l'économie et de réorganiser économie et société. Dans les projets de programme et dans le programme finalement voté, le terme « ordre [*Ordnung*] » apparaît plusieurs dizaines de fois : 43 dans le projet déposé en 1958 par la commission programmatique, 20 dans le programme, trois fois plus court, de Bad Godesberg. Le texte propose une réflexion sur l'organisation de la société, et sa réorganisation nécessaire : « Dans une économie et une société dominées par le souci du profit et le goût de la puissance, la démocratie, la sécurité sociale et le libre épanouissement de la personnalité se trouvent menacés. C'est pourquoi le socialisme démocratique vise à instaurer un ordre économique et social nouveau » (SPD, 1959 : 6). Cette conception est intrinsèquement liée au développement au

6. Otto von Zwiedineck-Südenhorst (1871-4 août 1957) est professeur d'économie à Munich. Tout comme Gerhard Albrecht, il accède à un poste universitaire dans les années 1920.

7. Bonn, AdsD, Weisser, K24-346 : lettre du 10 janvier 1958.

sein du parti d'un ensemble de conceptions de la démocratie, reposant sur la préservation et le développement de l'autonomie individuelle. Il faut ici signaler la socialisation de nombreux membres de la commission (Abendroth, Borinski, Eichler, Weisser, etc.) aux questions pédagogiques et d'éducation à la démocratie à la fois au sein d'un groupement né du mouvement étudiant sous Weimar ou au sein d'une initiative anglaise remontant à 1945, la *Wilton Park Academy*, visant à la formation des cadres pour une Allemagne démocratique.

Même si l'opposition entre capitalisme et communisme perd en netteté au fur et à mesure des versions du texte, le socialisme démocratique reste conçu comme un troisième ordre économique et social. Le programme renvoie dos à dos capitalisme et communisme, pour des raisons différentes, il est vrai : le communisme est vu comme un système fondé sur l'oppression totalitaire, alors que « les forces sociales qui ont été développées par le monde capitaliste échouent devant les tâches de notre temps. [...] Les forces anciennes se révèlent incapables d'opposer aux provocations brutales des communistes le programme supérieur d'un nouvel ordre de liberté politique et personnelle, d'auto-détermination, de sécurité économique et de justice sociale. [...] » (SPD, 1959 : 23).

Les développements économiques et sociaux sont traités dans un chapitre commun. Ce chapitre commun rappelle que l'économie et la société sont, pour les socialistes, un même ordre de réalité. Ce chapitre d'une dizaine de pages se compose de sept volets : expansion économique, propriété et pouvoir, répartition des revenus et des fortunes, politique agricole, les syndicats dans l'économie, la responsabilité sociale et la femme – la famille –, la jeunesse. Le chapitre décrit en ouverture l'objectif de la politique économique socialiste : le « bien-être toujours accru », la juste répartition des revenus et « une vie dans la liberté sans aliénation indigne et sans exploitation⁸ ». Ces développements ont une perspective économique de nature macroéconomique insistant sur l'intervention régulatrice de l'État, tant pour soutenir la croissance que pour corriger la répartition des revenus. Cependant, le programme cherche aussi à réorganiser l'économie dans un sens social-démocrate.

Une critique politique de l'économie capitaliste

Les experts du parti y défendent un point de vue socialement situé : leurs positions reflètent leurs conditions effectives d'exercice de l'économie. Ils rappellent la place des syndicats et appellent à l'approfondissement de leur rôle dans l'économie. Ils affirment aussi l'importance des formes publiques et coopératives d'entreprises. Cela correspond aux écrits qu'ils produisent par ailleurs. Dans les

8. Les termes « aliénation » et « dépendance » sont utilisés dans la traduction officielle du programme pour traduire le concept *Abhängigkeiten*, que nous traduisons par « dépendances » dans l'article.

réflexions qui suivent, nous nous concentrons sur l'analyse de l'organisation de la vie économique (« Propriété et pouvoir » : SPD, 1959 : 10-12) en explorant les limites de l'acceptation de l'économie de marché, et ce que ces limites nous disent sur l'ordre économique social-démocrate.

C'est à partir d'une réflexion sur le pouvoir non démocratique issu de la propriété que les acteurs développent une conception de l'ordre économique social-démocrate. Le programme développe une critique des « dominations illégitimes » des grandes entreprises capitalistes et des nouvelles dépendances issues du caractère de plus en plus organisé de la vie économique et sociale. Les dominations dénoncées empêcheraient le libre épanouissement des personnalités individuelles en les mettant au service de forces impersonnelles. Ce sont aussi celles qui s'exercent sur l'État en raison de « l'usurpation du pouvoir politique » par les grandes entreprises. Société et État deviendraient les « proies » des grandes entreprises. En réponse à cette « provocation », Bad Godesberg est un appel à la démocratisation de l'ordre économique.

La participation des différents experts et universitaires à la rédaction du programme repose sur des stratégies et des intérêts qui divergent. S'ils ont en commun une volonté d'inscrire leur travail dans la lignée des grands textes politiques du socialisme européen, et si la référence au *Manifeste* de Marx et Engels est récurrente, cela n'empêche pas des désaccords. Ceux-ci ne sont guère visibles dans les comptes rendus des réunions, qui sont faits pour la direction et marquent plus l'avancement d'un travail collectif qu'un débat scientifique. En revanche, des échanges de courrier montrent que des oppositions peuvent se faire jour. Ainsi l'économiste Gerhard Weisser rappelle au politiste Wolfgang Abendroth, tenant d'une analyse visant d'abord la transformation de la structure de classes de la société par la socialisation des moyens de production, que son objectif n'est pas de liquider l'héritage marxiste : Weisser dit vouloir l'adapter à la deuxième révolution industrielle et aux « nouvelles dépendances » managériales et techniques que celle-ci a suscitées. Ces « nouvelles dépendances » existeraient indépendamment de la structure de classes de la société allemande, dit-il, et devraient donc faire l'objet d'une intervention politique spécifique⁹.

Lors du congrès de 1959, Heinrich Deist rappelle la logique politique cachée derrière ces « nouvelles dépendances » en définissant ce syntagme comme un terme « sociologique » synonyme d'aliénation (SPD, 1959b : 305). La société industrielle a ainsi déployé un système complexe de contraintes soumettant les individus à de « nouvelles dépendances » considérées comme « un problème central de notre société » (SPD, 1958 : 7). L'existence de grands groupes crée des déséquilibres de puissance et limite « les possibilités de développement » (SPD,

9. Bonn, AdsD, Gerhard Weisser, K24-346 : brouillon d'une lettre à Wolfgang Abendroth, sans date.

1959 : 11) de ceux qui sont dans une position plus faible. Les « grandes organisations » possèdent « un pouvoir de domination sur les hommes ; la dépendance des travailleurs et des employés s'étend bien au-delà du domaine économique et matériel » (SPD, 1959 : 11). Or, l'emprise des grands groupes sur l'économie n'a fait que s'accroître en raison de l'accélération des processus de concentration économique. Cette situation rend nécessaire l'érection d'un ordre économique et social alternatif.

L'ordre économique social-démocrate veut donc mettre en place une situation dans laquelle la concentration du pouvoir économique et son usage pour dominer les individus sont empêchés. Parallèlement, la commission programmatique met en avant la possibilité de libérer certains espaces de la domination économique (qui autorise aussi des rapprochements de certains membres de la commission avec les représentants de l'École de Francfort [Fertikh, 2012]). La création de « zones de protection pour l'être humain » sur le modèle des parcs naturels fait ainsi partie de cette représentation du monde¹⁰. Pour fabriquer cette proposition, le Secrétaire national des Jeunes socialistes, Lorenz Knorr (1921), s'inspire des pratiques des camps de jeunesse (Knorr, 1957, 1960) et invite à construire des espaces libérés de l'aliénation : sans bruit, sans circulation, sans publicité, dédiés aux familles, au jeu et au sport. Cette théorisation, portée par cet autodidacte élevé au rang d'« intellectuel ouvrier » (comme il se décrit lui-même dans l'entretien) par le militantisme, est complètement inscrite dans des pratiques situées, et dans leur reprise scientifique : les pratiques des Jeunesses socialistes s'ancrent dans des pédagogies réformatrices des années 1920 qui sont repensées par des universitaires critiques dans le conseil scientifique de l'organisation placé sous la présidence de Lorenz Knorr¹¹. Ces analyses deviennent, dans le projet de 1958, une injonction à une planification urbaine raisonnable, permettant des activités familiales « au calme » (SPD, 1958).

La « concurrence » et sa signification politique pour l'ordre social-démocrate

Le programme économique de Bad Godesberg cherche à « maîtriser la puissance des grandes entreprises » à travers la promotion de la « concurrence ». Lorsque le programme défend « la concurrence autant que possible, la planification autant que nécessaire » (péripécie la plus citée du programme), il indique aussi que, lorsqu'il n'y a pas concurrence mais concentration économique, l'intervention politique est nécessaire pour organiser l'économie et faire prévaloir les intérêts

10. Bonn, AdsD, Willi Eichler, 165.

11. Entretien avec Lorenz Knorr, 12 juillet 2012.

de la collectivité¹². Cette concurrence n'est pas inscrite dans un cadre directement économique, mais dans une réflexion politique.

Dans l'ordre social-démocrate, le pouvoir économique se verra strictement limité à travers l'organisation sociale de la pluralité des formes économiques. L'économie sociale-démocrate entend disperser la puissance par la concurrence entre les types d'entreprises et soumettre les grands groupes capitalistes au contrôle politique – c'est la base d'un ordre économique qui doit libérer l'homme des « dépendances ». La « concurrence » sociale-démocrate prend une signification spécifique. Elle désigne le pluralisme des formes d'entreprise : petites entreprises privées, entreprises coopératives (visant la satisfaction de « besoins » et non le profit) et publiques. Le programme considère donc l'usage de formes publiques et coopératives d'entreprises comme un contrepoids nécessaire pour empêcher la concentration de pouvoir économique, et donc politique, entre les mains des managers capitalistes. Comme le dit le projet de programme soumis en 1958, « celui qui laisse l'économie à elle-même en se réclamant de la « libre concurrence » en fait la proie de puissants groupes de pression » (SPD, 1958 : « Le pouvoir économique est un pouvoir politique »).

De ce point de vue, la diversité des formes d'entreprise apparaît comme une garantie contre la concentration de pouvoir politique entre les mains d'acteurs économiques (les groupes d'intérêts et les grandes entreprises). Weisser publie de nombreux textes sur cette question dans les revues consacrées aux entreprises publiques et coopératives, de même qu'il défend cette pluralité dans des interventions publiques ou des conférences savantes (entre autres : Weisser, 1954, 1955, 1960). Weisser, aussi bien que l'économiste du parti, Deist, défendent dans les réunions cette diversité nécessaire des formes d'entreprise¹³.

Dans ce cadre, la socialisation des entreprises est décrite comme « une forme légitime du contrôle public à laquelle aucun gouvernement ne saurait renoncer », et l'intervention publique est particulièrement mise en évidence en ce qui concerne les transports et le logement, dont on se souvient qu'ils sont des domaines d'intervention pratiques de Weisser (dans les années 1920 et 1930).

Cette conception de l'ordre par la pluralité des formes d'entreprise et le contrôle sur la concentration du pouvoir politique est en relatif décalage avec les programmes de socialisation de l'économie des années 1920. La socialisation n'est plus un moyen clair de dépasser le capitalisme et de supprimer l'exploitation. Dans les années 1950, la socialisation des moyens de production change

12. À la même époque, d'autres partis socialistes ou syndicats réformateurs cherchent à s'échapper de la dichotomie plan/marché : Sylvain Schirmann, « CFDT et organisation des marchés européens au cours des années 1960 », in : Éric Bussière (dir.), *Europe organisée, Europe du libre échange ? Fin du XIX^e siècle – années 1960*, Bruxelles, Peter Lang, 2006 : 243-251.

13. Bonn, AdsD, Heinrich Deist, 44. Voir aussi : Bonn, AdsD, Walter Menzel, 42 : manuscrit multi-graphié de Weisser sur la morphologie des entreprises, avril 1955.

de place dans la conception socialiste de l'ordre économique : la socialisation est un des moyens de démocratisation de l'ordre économique, mais elle n'est plus le moyen privilégié de transformation socialiste de l'économie.

Le comité économique débat de cette inflexion, acceptée *in fine* par l'ensemble des spécialistes. En janvier 1959, Fritz Baade insiste sur l'importance de la socialisation et demande que le programme en fasse « non le seul, mais le plus important facteur dans l'accès au socialisme à travers la démocratisation de l'économie¹⁴ ». Expert économique social-démocrate dès les années 1920, Fritz Baade, né en 1893, exerce des fonctions de recherche au sein de la Confédération générale des syndicats allemands (ADGB) à partir de 1925. Après 1945, il est nommé professeur à l'université de Kiel. Le débat montre que le secteur public correspond à une nouvelle définition de l'ordre économique : la socialisation n'est qu'un des instruments, certes « décisif », du contrôle politique de la production¹⁵, elle n'est pas la base d'une société socialiste. Président du comité économique, Heinrich Deist rappelle cette importance de la nationalisation des moyens de production, même s'il refuse de voir définis les secteurs pouvant faire l'objet d'une nationalisation pour ne pas entraver l'action publique ultérieure :

Si nous refusons, dit-il, de dresser le catalogue des nationalisations, cela ne signifie pas que nous voulions en rester à la nationalisation du charbon. Il n'est pas raisonnable, à long terme, d'avoir un catalogue des nationalisations, car il peut y avoir des rééquilibrages à opérer à court terme. [...] Il est mieux de dire clairement [...] dans un programme électoral [...] dans un programme électoral ce que nous voulons nationaliser dans les quatre prochaines années si nous sommes au gouvernement. Les programmes fondamentaux doivent rester valides pendant quelques décennies comme le programme de Gotha de 1875 à 1891, celui d'Erfurt jusque 1921 ou 1925¹⁶.

Cette manière de faire marque une des limites de l'intervention experte : les options politiques concrètes restent ouvertes à la décision du politique et laissent, à travers une référence à la pérennité des programmes fondamentaux (pensés sur le modèle d'« œuvres » inscrites dans la durée), au politique une grande liberté d'interprétation du texte.

La « concurrence » promue par le programme ne prend donc son sens qu'en connaissance de la spécificité des acteurs qui le produisent : elle maintient la possibilité de « développement » des individus contre des groupes concentrant le pouvoir économique et elle est la mesure non de l'efficacité économique

14. Bonn, AdsD, Heinrich Deist, 44 : « Pr. Dr. Fritz Baade : *Quelques remarques sur la partie de politique économique du programme fondamental* » en date de la réunion des 23-24 janvier 1958.

15. Cet élément est traité au sein du comité permanent à la politique économique dans sa réunion des 7 et 8 mars 1958 : Bonn, AdsD, Heinrich Deist, 12.

16. Bonn, AdsD, Heinrich Deist, 44, compte rendu de la réunion du comité à la politique économique du 23 janvier 1959.

(comme dans la théorie économique classique), mais celle de la *dispersion du pouvoir* sur lequel s'appuie la revendication d'un « nouvel ordre économique et social ».

CONCLUSION

Ces développements montrent que le programme de Bad Godesberg défend une vision alternative de l'économie. Insérer le texte dans le contexte des acteurs qui l'ont produit amène donc à refuser la lecture « whig » du programme laissant de côté les « canons locaux d'acceptabilité rationnelle » (Skinner, 2003 : 38) en rappelant que l'interprétation du texte, qui est une forme toujours recommencée de production, est discontinuée. En s'attachant à l'étude d'un texte déjà largement investi par l'exégèse et dont l'interprétation est consolidée, cet article met en évidence une dimension négligée du programme – la volonté de transformer l'économie. Ce faisant, cet article entend mettre en avant les apports d'une sociologie des idées politiques à la compréhension des représentations politiques du monde économique et social.

Elle ne prétend pas « redresser » la lecture du texte. Le programme, s'il est inscrit dans un mouvement de rénovation doctrinal plus large en Europe, et s'il se réclame – sans que cela soit réellement pris en compte au sein des commissions programmatiques – du programme autrichien de 1958 (et surtout de sa cheville ouvrière, le fils de Karl Kautsky), ne devient qu'à partir des années 1970 une référence en Europe (Fertikh, 2012 ; Flandre, 2007). C'est à cette époque que son intense mobilisation en Allemagne, dans le cadre de l'afflux de militants socialisés dans les mouvements étudiants post-1968, engage une lutte pour sa signification. Il sort, dans ces années, du statut de « texte délivré sans être interprété » (Susanne Miller, membre de la commission programmatique citée dans Parness, 1988 : 48), de « texte qui n'intéressait presque personne au milieu des années 1960 » (Lösche, 1998 : 539 ; Fertikh, 2015) pour devenir l'un des textes politiques les plus commentés de la République fédérale et un « classique » de la social-démocratie en général.

RÉSUMÉ | ABSTRACT

À partir d'une enquête sociohistorique sur le programme de Bad Godesberg du Parti social-démocrate allemand (1959), l'article met en évidence la manière dont se fabriquent des conceptions alternatives de l'ordre économique et social. Les représentations de la société et de l'économie contenues dans ce programme reprennent des savoirs institués propres aux milieux professionnels dans lesquels évoluent les économistes qui collaborent pour produire le programme. L'article insiste sur le lien de ces économistes sociaux-démocrates avec l'« économie collective » centrée sur les entreprises publiques et les coopératives. En analysant ce programme généralement

considéré comme le signe de ralliement au capitalisme du SPD, l'article veut mettre en avant les apports d'une sociohistoire des idées politiques à la compréhension de la formation de l'offre politique.

Beginning with a sociohistorical review of the Social Democratic Party of Germany's Godesberg Program (1959), this paper shows how alternative conceptions of the prevailing social and economic order come into being. The views on society and the economy contained in the program reflect the established ideas characteristic of the professional circles in which the economists involved in developing the program were active. The paper focuses on these social democratic economists' ties to the "collective economy" built around public and cooperative enterprises. Through an analysis of the Godesberg Program, generally regarded as a sign of the SPD's acceptance and adoption of capitalism, the paper seeks to demonstrate what a social history of political ideas can bring to the understanding of the development of a political program.

R É F É R E N C E S B I B L I O G R A P H I Q U E S

- AGARTZ, Viktor. 1983 (1958). *Verraten und verkauft. Eine Abrechnung*. Francfort, Verlag der anderen Zeitung.
- ANGENOT, Marc. 1993. *L'utopie collectiviste. Le grand récit socialiste sous la Deuxième Internationale*. Paris, PUF.
- BEAUD, Jean-Pierre et Jean-Guy PRÉVOST. 1995. *Social-démocratie en cette fin de siècle*. Québec, Presses universitaires du Québec.
- BECKER, Howard. 2006. *Les mondes de l'art*. Paris, Flammarion.
- BERGOUNIOUX, Alain et Bernard MANIN. 1979. *La social-démocratie ou le compromis*. Paris, PUF.
- BORRIES-PUSBACK (von), Bärbel. 2002. *Keine Hochschule für den Sozialismus. Die Gründung der Akademie für Gemeinwirtschaft in Hamburg 1945-1955*. Opladen, Leske und Budrich.
- DEIST, Heinrich. 1958. *Freiheitliche Ordnung der Wirtschaft*. Bonn, Vorstand der SPD.
- EICHLER, Willi (dir.). 1953. *Handbuch sozialdemokratischer Politik*. Bonn, Vorstand der SPD.
- FERTIKH, Karim. 2011. «Trois petits tours et puis s'en va. Le marxisme de la social-démocratie allemande», *Sociétés contemporaines*, 1, 81 : 61-81.
- FERTIKH, Karim. 2012. *Le congrès de Bad Godesberg. Contribution à une socio-histoire des programmes politiques*. Thèse de doctorat de sciences sociales de l'EHESS.
- FERTIKH, Karim. 2015 (à paraître). «Les programmes de Bad Godesberg. Sociologie des réceptions d'un texte politique», dans Gabriel CONTAMIN et Jean-Philippe HEURTIN. *Que faire des idées en science politique?* Rennes. PUR.
- FLANDRE, Christelle. 2007. *Socialisme ou social-démocratie? Regards croisés franco-allemands. 1971-1981*. Paris, L'Harmattan.
- FOUCAULT, Michel. 2004. *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France 1978-1979*. Paris, Gallimard.
- GAXIE, Daniel et Patrick LEHINGUE. 1984. *Enjeux municipaux. La constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*. Paris, PUF.

- HAUCHECORNE, Mathieu. 2007. «Recension de Quentin Skinner, Visions of Politics», *Revue d'histoire des sciences humaines*, 17: 185-191.
- HAUCHECORNE, Mathieu. 2012. «Faire du terrain en pensée politique», *Politix*, 4, 100: 149-165.
- KALINOWSKI, Isabelle. 2003. «Introduction», dans Max WEBER. *Hindouisme et bouddhisme*. Paris, Gallimard: 7-71.
- KNORR, Lorenz. 1957. *Moderne Zeitlargestaltung*. Francfort/Main, Verlag Schaffende Jugend.
- KNORR, Lorenz. 1960. *Der Leseabend: eine praktische Anleitung*. Francfort/Main, Verlag Schaffende Jugend.
- LÖSCHE, Peter. 1998. «Is the SPD still a Labor Party? From "Community of Solidarity" to "Loosely Coupled Anarchy"», dans David BARCLAY et Eric WEITZ. *Between Reform and Revolution. German Socialism and Communism from 1840 to 1990*. Oxford, Berghahn Books: 532-545.
- LALLEMENT, Michel. 2009. *Le travail de l'utopie. Godin et le Familistère de Guise*. Paris, Les Belles Lettres.
- MANNHEIM, Karl. 2006 (1929). *Idéologie et utopie*. Paris, Éditions de la MSH.
- MATONTI, Frédérique. 2012. «Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 5/5 9-4: 85-104.
- MERCKLÉ, Pierre. 2006. «La "science sociale" de Charles Fourier», *Revue d'histoire des sciences humaines*, 15: 69-88.
- MÜNKLER, Herfried. 2002. «Gemeinwohlsemantik und Selbstbindungen in der Bundesrepublik». dans Akademie der Wissenschaft. *Berichte und Abhandlungen*. Berlin, Akademie Verlag: 83-107.
- NONN, Christoph. 2002. *Das Godesberger Programm und die Krise des Ruhrbergbaus. Zum Wandel der deutschen Sozialdemokratie*. Bonn, Neue Gesellschaft.
- NÜTZENADEL, Alexander. 2005. *Stunde der Ökonomen. Wissenschaft. Politik und Expertenkultur in der Bundesrepublik 1949-1974*. Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht.
- NAU, Alfred. 1973. «Dank an einem politischen Wissenschaftler. Zum 75. Geburtstag von Gerhard Weisser». *Sozialdemokratische Pressedienst*, 2, 7.
- OFFERLÉ, Michel. 2012. *Les partis politiques*. Paris, PUF.
- PARNESS, Diane. 1988. *The SPD and the Challenge of Mass Politics: The Dilemma of the German Volkspartei*. Georgetown University Press.
- POCOCK, John. 1989. *Politics language and Time. Essays on Political Thought and History*. Chicago, Chicago University Press.
- POCOCK, John. 2009. *Political Thought and History. Essays on Theory and Method*. Cambridge, Cambridge University Press.
- RIOT-SARCEY, Michèle. 2013. «Les utopies entre idéal et réel». dans Éric LETONTURIER. *Les utopies*. Paris, CNRS Éditions: 191-206.
- SALAI, Robert, Nicolas BAVEREZ et Bénédicte REYNAUD. 1986. *L'invention du chômage*. Paris, PUF.
- SKINNER, Quentin. 2003. *Vision of politics. Regarding Methods*. Cambridge, Cambridge University Press, 1.
- SPD. 1958. *Entwurf für ein Grundsatzprogramm*. Bonn, Verlag Neue Gesellschaft.
- SPD. 1960 (1959a). *Le programme fondamental du Parti social-démocrate allemand*. Bonn, Fondation Friedrich Ebert.
- SPD. 1959b. *Protokoll der Verhandlungen des Außerordentlichen Parteitages der SPD vom 13-15 November 1959 in Bad Godesberg*. Neuer Vorwärts Verlag.

-
- THIEMEYER, Theo. 1972. «Zur Theorie der Gemeinwirtschaft in der Wirtschaftswissenschaft», *Gewerkschaftliche Monatshefte*, 3 : 129-141.
- TÖNNEMANN, Andreas. 2013. *Monopoly. Das Spiel, die Stadt und das Glück*. Berlin, Wagenbach.
- UERTZ, Rudolf. 1981. *Christentum und Sozialismus in der frühen CDU. Grundlagen und Wirkungen der christlichen Ideen in der Union 1945-1949*. Stuttgart, DVA.
- WALTER, Franz. 2002. *Die SPD. Vom Proletariat zur neuen Mitte*. Berlin, Fest Verlag.
- WEINERT, Rainer. 1994. *Das Ende der Gemeinwirtschaft: Gewerkschaften und gemeinwirtschaftliche Unternehmen im Nachkriegsdeutschland*. Frankfurt/Main, New York, Campus Verlag.
- WEISSER, Gerhard. 1954. «Privatisierung und Genossenschaftsreform ; zugleich ein Beitrag zur Axiomatik der Einzelwirtschaftspolitik», *Archiv für öffentliche und freigemeinwirtschaftliche Unternehmen*, 1 : 289-324.
- WEISSER, Gerhard. 1955. «Unternehmensmorphologischer Artikel im Handwörterbuch der Sozialwissenschaft». *Archiv für öffentliche und freigemeinwirtschaftliche Unternehmen*, 1 : 175-195.
- WEISSER, Gerhard. 1960. «Unternehmensmorphologie und Einzelwirtschaftspolitik als Bestandteile der Betriebswirtschaftslehre», *Archiv für öffentliche und freigemeinwirtschaftliche Unternehmen*, 5 : 1-12.
- WEISSER, Gerhard 1963. «La planification dans l'entreprise coopérative», *Annales de l'économie collective. Organe trimestriel du CIRIEC*, 1, 51 : 25-52.